

---

**Rapport de la commission de la sécurité du 24 mai 2022**

Rapporteur : Johan MARTENS

**M 167 – 22.04 POUR UNE LIMITATION DE L'ACCÈS NOCTURNE AUX PRÉAUX DES ÉCOLES**

Un motionnaire (UDC) présente son projet. Les préaux des écoles verniolanes sont réservés aux élèves durant les horaires scolaires et accessibles au reste de la population en dehors de ces heures.

La nuit, il arrive que des personnes alcoolisées ou sous l'emprise de stupéfiants se retrouvent dans les préaux de la Commune de Vernier et y passent la soirée, voire la nuit.

Pour les enfants, cela pose des problèmes de sécurité. Il faut également avoir une pensée pour les employés de la Commune qui voient leur charge de travail augmenter avec le nettoyage supplémentaire des préaux.

La motion a été déposée car certains concierges et la Police municipale ont répondu à ces doléances qu'ils ne peuvent rien faire car il n'existe pas de base réglementaire afin de pouvoir demander aux personnes causant ces nuisances de quitter les lieux. Afin de contredire cet aveu d'impuissance, il existe l'art. 17 du règlement cantonal sur la salubrité et la tranquillité publique et, au niveau communal, le règlement sur les places publiques, les espaces verts et les places de jeux qui s'applique également aux préaux des écoles en dehors des horaires scolaires et qui prévoit, art. 4 let. f, qu'il est interdit de troubler la tranquillité publique par tous bruits excessifs.

Le règlement cité doit être modifié afin que l'accès des préaux des écoles soit interdit entre 22h00 et 06h00 à toute personne non autorisée. L'existence d'une base légale serait plus compréhensible pour le personnel concerné.

La Ville de Genève a un règlement à peu près équivalent qui prévoit de donner la possibilité au Département en charge de l'environnement de déterminer une liste de parcs qui peuvent être fermés la nuit.

M. RIBEIRO, Chef de service de la police municipale, apporte quelques éléments supplémentaires. Le Service de la police municipale a pour mission de patrouiller dans les parcs et les préaux d'école. Les chiffres des dommages à la propriété pour les écoles sont plutôt stables depuis 2018 sur les écoles de la Ville de Vernier.

Dans le quartier des Pâquis, à l'école De-Chateaubriand, qui fait partie des écoles dont le préau a été grillagé, il a été constaté que l'occupation n'a pas changé suite à la fermeture du préau. Une société de sécurité privée a dû être engagée pour faire des rondes régulières et tenter de faire partir les personnes présentes non autorisées. Il y a eu des doléances et appels à la Police de cette société privée pour les aider à sortir ces groupes de personnes.

Les principales difficultés rencontrées sur la Commune de Vernier sont :

- transit de piétons dans le préau de l'école de l'Étang durant les heures de récréation ;
- regroupements de jeunes dans le préau de l'école du Lignon durant les heures du parascolaire ;
- circulation de motocycles dans les préaux des écoles d'Avanchet-Jura et Avanchet-Salève.

Ceci, sans compter les problèmes de littering, de bruit et les autres infractions qui peuvent être sanctionnés par des amendes d'ordre.

Les avantages du projet de la motion M 167 – 22.04 seraient d'avoir une base légale permettant une intervention en tout temps. Même si des bases légales existent déjà en cas de nuisances sonores, le littering ou les déprédations, il n'y a cependant pas de base légale qui stipulerait une évacuation sans motif.

Mais l'un des risques de cette motion serait de détériorer la relation entre la Police et les jeunes. La Police municipale se veut une police de proximité. L'autre risque serait la délocalisation des groupes.

Ces groupes connaissent les horaires de la Police municipale. Il y a donc de fortes chances que, dès 23h00, les groupes reviennent dans les préaux d'école. Ceci amènerait à engager une société de sécurité privée, qui devra faire appel à la Police cantonale en cas d'infraction, tout en précisant que cette dernière n'applique pas les règlements communaux.

La Police municipale recommande plutôt les mesures suivantes :

- interdire la circulation de véhicules motorisés en tout temps (sauf véhicules communaux et de secours) ;
- interdire l'accès aux personnes sans droit durant les heures scolaires et parascolaires ;

- laisser l'usage des préaux au public dès 18h00.

Des motionnaires (UDC) reviennent sur la proposition de limiter les véhicules dans certains endroits, et proposent d'appliquer cette législation également dans les zones de culte, notamment aux églises du Lignon. Ils souhaitent que si l'horaire de l'accès au préau est dépassé, il soit plus facile pour la Police municipale de faire partir les groupes de jeunes. Si les occupants ne font pas de bruit, à la Police de voir s'ils veulent leur faire quitter les lieux ou non. Une fois que la loi est acceptée, la Police municipale peut la faire appliquer. Si la Police est appelée plusieurs fois pour les mêmes personnes, le fait d'être amendées plusieurs fois peut éventuellement les faire changer de comportement. Lorsque les agents de la Police municipale arrivent au Lignon à vélo, les motionnaires se demandent comment ils font pour poursuivre les délinquants qui sont en trottinette électrique. La police a-t-elle besoin de plus de moyens pour faire face à la situation ? Ne faudrait-il pas chasser ces jeunes de la Commune le soir ?

Pour un commissaire (ALTERNATIVE), toute l'action de la Police municipale et de la Police cantonale est bridée par le politique et le juridisme. Il assimile le travail de la Police aux tâches d'un travailleur social. La Police, la politique et les dirigeants se plient devant une minorité irréductible. Ces gens-là sont connus et personne ne fait rien.

Les commissaires (VERT.E.S et SOC) indiquent s'opposer à cette motion. La majorité des utilisateurs des préaux ne sont pas dérangeants. Pourquoi sanctionner ces gens-là et interdire l'accès aux préaux, de plus, difficilement applicable. Les préaux doivent rester des lieux de rencontre protégés. Les correspondants de nuit pourraient être une juste solution. Ce sont les enfants de la Commune de Vernier, il faut les assumer et faire de la prévention, pas seulement de la répression. C'est une fort mauvaise idée de fermer les préaux et de déplacer les problèmes dans les communes, cantons, ou mêmes départements avoisinants. Et cela pourrait facilement se retourner contre n'importe quelle commune, si tous appliquaient ce genre de mesures.

M. STAUB, Conseiller administratif, insiste : il faut appeler la Police si besoin. Si la population n'avertit pas la Police, le problème peut difficilement être identifié. Il faut en général deux policiers pour un individu afin d'évacuer un groupe de jeunes, ce qui est disproportionné et la Commune de Vernier n'a pas les capacités pour cela. Les uniformes policiers ont un effet sur le bruit, mais les barrières n'empêchent pas de passer par-dessus. Le but utile est d'identifier les jeunes qui posent problème et les orienter vers des endroits qui dérangent moins la population.

Il s'agit d'un principe de droit pénal. La Police municipale a une marge d'appréciation, mais il y a des lois qui existent et il est impossible d'aller contre ces lois. Un magistrat ou un chef de service ne peut pas décider si une règle doit être appliquée ou non. Le règlement actuel appartient à chaque établissement scolaire. Il doit pouvoir préciser clairement l'accès aux préaux, sensibiliser sur les points qui posent problème et sanctionner celles et ceux qui ne comprennent pas les règles. Il devrait également pouvoir aider les enseignants, durant les heures scolaires, en cas de présence d'adultes dans le préau.

Le but n'est pas de faire fuir les jeunes des préaux pour se retrouver plus loin dans la Commune.

Il se réjouit qu'il y ait plus d'agents de la Police municipale à vélo. Dans la politique mise en place avec le chef de poste, le but est de voir une présence plus importante sur le terrain avec une police de proximité, ce qui est le cas à vélo, et c'est une très bonne chose.

Statistiquement, le taux de criminalité était plus élevé à Genève il y a vingt ou trente ans qu'il l'est aujourd'hui. Il y a une baisse de criminalité mais une hausse de la délinquance chez les mineurs. Le fait qu'il y ait moins de dotation de la justice des mineurs pose un problème. La justice doit avoir les moyens de faire le suivi. L'augmentation de délinquance chez les jeunes ces deux dernières années doit interpeller et il est important d'en parler et de trouver des solutions à ce problème, mais il faut noter que la société est devenue moins violente dans l'ensemble.

**La Présidente (SOCIALISTE) passe au vote de la motion M 167 – 22.04, Pour une limitation de l'accès nocturne aux préaux des écoles, qui est refusée par 8 NON (3 SOC, 2 VERT.E.S, 2 MCG, 1 PLR) et 2 OUI (1 ALTERNATIVE, 1 UDC).**